La Réforme

Introduction :

La Réforme ou les Réformes ? Des guerres de religion à la « révolution » culturelle et sociale.

La Réforme est un phénomène complexe qui concerne d'abord le domaine religieux et ensuite l'ensemble de la société des XVe et XVIe siècles. Elle en bouleverse profondément les fondements sociaux et culturels. Le terme employé au singulier donne une idée faussement simpliste d'un processus historique qui recouvre plusieurs phénomènes. On entend par Réforme l'ensemble des modifications apportées à l'Église catholique visant à restructurer son clergé, à revoir ses dogmes et ses pratiques et dont l'issue est marquée par la naissance d'une autre église, séparée à jamais de la première : l'Église protestante. Le terme est en réalité équivoque et pluriel : il sert à désigner l'ensemble des événements historiques, politiques, culturels et religieux qui ont amené à l'émergence du nouveau culte protestant et d'une nouvelle vision de la société et de la politique. Il conviendrait mieux de parler des Réformes : la Réforme catholique, la Réforme protestante, la Réforme radicale, la contre-Réforme... La Réforme, courant religieux et courant de pensée est indissociable, en France et en Europe, de ce que l'on appelle les Guerres de religion. Ce sont elles qui, dans leurs diverses phases, nous aident à mieux comprendre les enjeux politiques et idéologiques qui sont les sous-bassements de cette « révolution » religieuse qui a modifié la société du XVIe en profondeur et dont notre société actuelle hérite largement. Nous suivrons donc la question de la Réforme et des guerres soulevées à partir de l'exemple de événements en France.

Contexte :

La Réforme : quel arrière-plan socio-culturel ?

La Réforme, en France, prend forme et évolue au rythme des guerres de religion. Ces dernières, au nombre de huit, s'enchaînent sur une courte période de six années particulièrement troublées et violentes. À ces troubles qui ont plongé l'Ancien Régime dans le sang, plusieurs causes. Tout d'abord, des causes lointaines dont la diffusion des idées réformistes en France qui s'effectue dans un climat de tensions politiques et religieuses. Ensuite, des causes à plus brève échéances dont l'affaiblissement du pouvoir royal (le roi étant sous influences diverses) qui entrainent la montée en puissance des factions à la cour, celles-ci s'identifiant ou s'opposant entre elles sous une « banière » religieuse. Enfin, des causes immédiates dont deux événements majeurs : la conjuration d'Amboise en 1560 qui contribue à « diaboliser » les enjeux de la Réforme

> **Le saviez-vous ?**
> La conjuration d'Amboise eu lieu le 16 mars 1650. Elle fut menée sous l'égide de Jean du Barry afin de défaire le roi François II de l'emprise des Guise. Aux yeux des réformés, ils engageaient le roi vers une politique catholique trop intransigeante. Face à cette politique radicale, les conjurés d'Amboise répondent par un acte de violence : il s'agit d'un coup d'état pur et simple, destiné à soustraire la personne du jeune roi François II et à le tenir à l'écart des Guise. De nombreux réformistes comme Jean Calvin, Gaspard de Coligny, le prince de Condé s'opposent à la voie violente. Alertés, les Guise déjouent le complot les conjurés sont arrêtés et punis de mort.

et ensuite et le Massacre de Vassy en 1562 qui débouche sur la prise d'armes et les actes de violence. Il faut dire que sur le plan social, il s'opère un basculement irréversible qui articule à un bouleversement de la foi un changement de représentation du pouvoir politique. Il faut donc mesurer à sa juste valeur l'importance du renouveau spirituel.

Le saviez-vous ?
Le massacre de Vassy se déroule lors de la 1ère guerre de religion et implique les Guise dans une politique active et violente pour défendre leurs visées catholiques contre les réformistes protestants. Le 1er mars 1562, dans un bourg au cœur de la principauté de Joinville, 74 huguenots sont tués et 200 blessés par les troupes du duc de Guise qui les ont entendu chanter des psaumes dans une grange à l'intérieur de la ville, ce qui constitue une entorse à l'édit de janvier 1562 autorisant le rassemblement public de protestants à l'extérieur des villes. Ce massacre est l'objet d'une récupération politique dans l'un et l'autre camp religieux alimentant la haine réciproque.

Les causes lointaines et fondamentales : l'aspiration à un renouveau spirituel

Ces causes spirituelles préparent, jusqu'en 1534, la mutation radicale de la perception du spirituel et de l'organisation du religieux en France, avant la montée de la violence amenée par les décisions politiques entre 1534 et 1559, date à laquelle le premier conflit armé fait basculer sur le plan de la violence sociale, ce qui devait rester une reforme religieuse et spirituelle pacifique. Sur le plan religieux, le XVIe siècle est un siècle déterminant. L'idée d'une église réformée (bientôt appelée protestante) émerge en même temps que s'opèrent les mutations à l'intérieur de l'église-même (église catholique). L'église catholique, et partant l'ensemble de la société française, fait le constat des insuffisances et des dysfonctionnements divers qui minent son autorité et sa crédibilité. Un élan réformateur s'empare alors de l'ensemble de l'Europe (en commençant par l'Allemagne et les Pays-Bas) et trouve très vite des échos favorables en France. Cet élan des Français vers les idées nouvelles que portent l'ensemble des propositions de Réformes religieuses est indéniable. En quoi l'idée d'une Réforme de l'Église s'impose-t-elle comme une nécessité, en Europe et en France ?

a/ un constat amer pour une situation déplorable : Latran et Tours, deux moments essentiels dans la prise de conscience

La situation de l'Église dicte cette nécessité d'une Réforme. Deux faits majeurs l'expliquent : le constat de la déliquescence actuelle de l'Église et les divisions des scholiastes alimentent les dissensions. C'est au cours du concile de Latran, le Ve de l'histoire de l'Église catholique, tenu entre 3 mai 1512 et le 16 mars 1517, que le tableau peu reluisant de la situation de l'Église est brossé. Si ce concile témoigne du souci de l'Église catholique de désigner clairement les désordes qu'elle traverse, il faut bien comprendre que le constat affecte la religion traditionnelle en son cœur même. Le concile fustige les exemptions abusives de nombreux moines et chanoines ainsi que les exemptions juridiques et fiscales généralisées à l'ensemble du corps ecclésiastique. Il pointe la nécessité d'effectuer un contrôle des plus rigoureux sur les prédicateurs et la pastorale. Il s'ensuit une interdiction de prêcher sans autorisation et une nécessité d'amélioration du fonctionnement existant de l'église.

Ce constat des carences de l'Église se poursuit avec l'Assemblée de Tours en 1493 qui réunit des dignitaires de l'Église pour dresser un second constat d'ampleur concernant les carences de l'Église catholique. Et le constat est amer : certains curés sont des incapables et des incompétents car ils sont peu instruits. On attribue donc des bénéfices conséquents à des personnes à l'incompétence reconnue, ce qui signifie que l'Église se fourvoit. Bien plus grave encore, on fait le constat d'un relâchement moral scandaleux et inaceptable pour une telle institution spirituelle : la pratique simoniaque est fermement condamnée. On décide de rétablir les lettres de règlement intérieur plus strict et on remet en question certains acquis du concile de Constance, XVIe concile oeucuménique (5 novembre 1414 – 22 avril 1418) qui met fin au grand schisme d'Occident en déposant les trois papes qui gouvernent alors les affaires de l'Église. La remise en question de ce concile est nécessaire dans la mesure où l'empereur d'Allemagne, Sigismond, a pris trop d'importance politique en organisant cette assemblée.

Le saviez-vous ?

Le simonisme appelé aussi simonie désigne, pour les catholiques, l'achat et la vente de biens spirituels, et en particulier l'achat d'un sacrement. Le simonisme concerne aussi l'achat d'une charge ecclésiastique. Le nom se réfère à Simon le Magicien, personnage de l'Acte des Apôtres, qui voulut acheter à saint Pierre son pouvoir de faire des miracles (Actes, VIII.9-21). L'apôtre le condamna comme nous le rappellent les écritures : « Que ton argent périsse avec toi, puisque tu as cru que le don de Dieu s'acquérait à prix d'argent ! ».

b/Des dissensions fondamentales dans le dogme catholique

Il faut tenir compte des profondes divisions qui règnent entre les scholiastes eux-mêmes et qui prouvent à quel point l'Église est affectée en son sein. À ce moment précis, trois courants de pensées s'affrontent : les thomistes, les nominalistes et les terministes. Les thomistes sont de fervents défenseurs de la pensée de saint Thomas d'Aquin, marquée par un réalisme philosophique, c'est-à-dire une pensée essentialiste et une morale singularisée par sa conception métaphysique. Les nominalistes sont les héritiers du penseur médiéval Roscelin mais aussi de Guillaume d'Occam, d'où leur nom d'occanistes, les nominalistes eux s'opposent à la pensée essentialistes et prônent au contraire une pensée instrumentaliste, à savoir que les mots et les choses ne sont là que pour désigner des réalités existantes singulières et ne renvoient en aucun cas à des êtres généraux comme les Idées platoniciennes. Les terministes quant à eux radicalisent en quelque sorte le nominalisme car ils considèrent que les genres, les espèces et les universaux ne sont que des termes et ne désignent en rien des entités réelles. Ainsi leurs divergences d'opinion interviennent essentiellement sur le plan des universaux ce qui a pour conséquence d'affaiblir particulièrement l'unité et la crédibilité de l'Église catholique.

Biographie :

Des héros huguenots : les Coligny

Ils sont issus d'une famille tenant seigneurie à Châtillon-sur-Loing passée au service de la France après la réunion de la Bourgogne à la couronne avec Gaspard de Coligny (mort en 1522) qui épouse Louise de Montmorency, fille du connétable lui donnant ainsi crédit auprès de la famille royale. Il est créé maréchal de France par François 1er et les trois fils, « héros » huguenots, sont issus de ce mariage.

L'aîné, Odet de Coligny, (1515-1571) devient, grâce à la faveur de son père, archevêque de Toulouse à 19 ans, puis évêque-comte de Beauvais à 20 ans et enfin cardinal en 1533. Il se révèle enthousiasmé par les écrits de Calvin et, sous l'influence d'Andelot, embrasse la Réforme. Cela lui vaut d'être excommunié par Pie IV et rayé de la liste des cardinaux. Il épouse alors publiquement (et en robe rouge de cardinal !) Elisabeth de Hauteville. L'anecdote veut que cette dernière soit présentée à la cour comme « Madame la cardinale » ou la « comtesse de Beauvais » car son mari continue d'occuper cet évêché-comté. D'ailleurs, lors de la déclaration de la majorité de Charles IX, Odet paraît aux côtés de son épouse, en habit de cardinal. Alors que débutent les guerres de religion, il prend, bien sûr, le parti aux côtés de ses frères, contre les Guise et les catholiques. Il participe vaillament à la bataille de Saint Denis. Ayant rejetté à la suite de cette journée les offres de paix de Catherine de Médicis, il est décrété de prise de corps et passe en Angleterre où Élisabeth 1ère lui fait le meilleur accueil. Après la pacification de 1570, il comptait revenir en France mais il est empoisonné par l'un de ses valets de chambre (qui périt, bien sûr, sur l'échafaud). Sa veuve réclame alors son douaire mais elle est déboutée par un arrêt du Parlement en 1604.

Le cadet, Gaspard de Coligny (1517-1572) est de loin, le plus connu, car le plus impliqué dans la lutte réformiste, des trois frères. À 22 ans il abandonne ses études et il commence une carrière de courtisan, peu avant la disgrâce de son oncle le connétable de Montmorency. Il se lie alors d'amitié avec le jeune François de Guise, avant que les deux ne se vouent une haine féroce. Ils suivent tous les deux le roi dans la pénible expédition de 1543. Coligny se distingue par son sang-froid : il est blessé au siège de Montmédy et de Bains. Après la mort de François 1er, le connétable Montmorency reparaît à la cour et persuade le nouveau roi,

Henri II de donner à son neveu Coligny le commandement de l'armée qu'on envoie en Italie au secours d'Octave Farnèse, duc de Parme. Mais Diane de Poitiers intrigue en faveur de Brissac. On considère habituellement que c'est cette déconvenue qui aurait poussé Coligny dans le camp des réformés. Mais la chance sourit à Coligny. Le maréchal de Taïs trop âgé ne peut plus exercer sa fonction de colonel Général de l'Infanterie : elle échoie alors à Coligny. Il l'occupe avec zèle, promulgant de nombreuses ordonnances militaires visant à corriger les abus et à établir une stricte discipline. Après la mort d'Annebaut, la charge de l'amirauté lui est également attribuée. Les succès s'enchaînent (expédition de Lorraine, victoire de Renty en 1554, trêve de Vauxerre en 1556, libération de son frère Andelot prisonnier lors du siège de Parme et obtention pour lui de la charge de colonel général). Mais, bien vite, le zèle réformiste clairement affiché d'Andelot fait perdre à Gaspard de Coligny la faveur du roi. C'est alors le début d'une série de revers qui vont pousser Coligny à définitivement embrasser la cause huguenote. En 1557, Coligny doit défendre Saint Quentin : c'est un fiasco, il est vaincu malgré sa bravoure et fait prisonnier. 50 000 écus sont versés pour sa libération. Il s'éloigne de la cour, se concentrant sur ses fonctions d'amiral. C'est à la mort d'Henri II que Gaspard et Andelot suivent l'exemple de leur aîné en affichant publiquement leur soutien à la cause réformiste.

Le benjamin, François de Coligny (1521-1569) dit Andelot est, en raison de sa position en faveur de la Réforme, démis de ses fonctions de colonel général au profit de Monluc. Après la mort de Henri II, les Coligny reviennent à la cour sur demande de Catherine de Médicis qui souhaite réguler la montée en puissance des Guise à la cour. Alors que Gaspard prône la modération des deux camps, Andelot, plus fougueux est partisan des armes et de la violence. Il meurt à Saintes d'une forte fièvre peu après la bataille de Jarnac en 1569.

<u>Présentation de l'événement :</u>

La Réforme en France ou la question des guerres de religion (1562-1598)

1. Les premières guerres

Jusqu'aux événements sanglants de la St Barthélémy, il n'y a pas de coupure politique décisive. Le même schéma se reproduit : prises d'armes, opérations militaires fragmentaires, paix boîteuse où, de chaque côté, on prépare la revanche.

1ère guerre de religion 1562-1563
Elle oppose deux capitales : Paris, la catholique sous le contrôle des Guise et Orléans, la huguenote, sous l'influence des Condé et Coligny. Les violences éclatent sur l'ensemble du territoire. Elle est marquée par des changements à la tête des deux partis opposés : Antoine de Bourbon abjure le calvinisme et revient au catholicisme, le maréchal de St André meurt à la bataille de Dreux. Condé (protestant) et Montmorency (catholique) sont respectivement faits prisonniers. Il y a alors possibilité d'arbitrage par Catherine de Médicis qui se traduit par la promulgation de l'édit de pacification d'Amboise le 19 mars 1563. En réalité cet édit n'est qu'une trêve destinée à donner un peu de temps à la couronne pour raffermir la foi monarchique dans le royaume. Les huguenots sont inquiets non pas tant du contenu de l'édit ni de celui des discussions que les dirigeants catholiques tiennent en vue de l'organisation d'un congrès des princes européenes catholiques que de la situation politique et sociale dans l'ensemble de l'Europe vis-à-vis des protestants : il règne un climat de répression très dure menée par les Espagnols à l'encontre de la Réforme aux Pays-Bas.

2ème guerre de religion (1567-1568)
L'initiative de la rupture revient à Condé, après l'échec d'un coup de force visant à se saisir du roi et de sa mère afin, apparemment, de mettre la légitimité du côté des protestants. Une révolte générale éclate dans les vallées de la Loire et du Bas-Rhône. Les opérations militaires se concentrent autour de Paris : le 10 novembre 1567 a lieu la bataille de Saint Denis qui débloque, au profit des catholiques, la capitale. Mais avec la mort de Montmorency et l'arrivée d'une armée allemande de secours auprès de Coligny et Condé qui prennent Chartres, le grenier de la capitale, les négociations sont forcées. Le 23 mars 1568 la Paix de Longjumeau est signée. On rétablit sans limite ni restriction l'Édit d'Amboise. L'issue de cette guerre est plus

psychologique que politique : Catherine de Médicis constate les faiblesses d'une politique de modération, on décide le renvoi du chancelier Michel de l'Hôpital que l'on tient pour responsable le 24 mai 1568. Encouragés par la politique de répression menée par le duc d'Albe aux Pays-Bas, des réactions catholiques s'organisent et des ligues locales font leur apparition. Sur le plan politique, on note qu'un serment de fidélité au catholicisme est alors exigé des membres du Parlement et des Universités.

3ème guerre de religion (1568-1570)

Elle résulte de l'échec d'une tentative d'enlèvement sur la personne de Condé et de Coligny. Les chefs protestants se retirent à La Rochelle d'où ils sont en relation avec l'Angleterre. Après la mort de Condé à la Bataille de Jarnac, le 13 mars 1569, Jeanne d'Albret, veuve d'Antoine de Navarre, présente aux troupes son fils Henri (futur Henri IV) avec le jeune prince de Condé, ils sont reconnus comme les chefs du parti et de l'armée. Éclate alors la Bataille de Montcontour le 03 octobre 1569 dont l'issue est la victoire du duc d'Anjou mais Cologny refait son armée dans le Midi et revient sur la Loire. Catherine de Médicis doit donc rouvrir les négociations qui conduisent à la conclusion de la Paix de St Germain le 08 août 1570 qui semble garantir une réconciliation des partis en présence par l'abandon de l'alliance espagnole au profit des « bons parents et amis du roi » (visant le prince d'Orange et Louis de Nassau qui soutiennent les réformés français), par le projet de mariage entre Élisabeth 1ère d'Angleterre et le duc d'Anjou, par la réintégration de Coligny au Conseil et par le rétablissement de ses revenus et bénéfices.

Le saviez-vous ?
Le prince d'Orange est un titre qui désigne plusieurs personnages, fictifs et historiques. Le prince d'Orange concerné par les Guerres de religion et la Réforme est Guillaume Ier d'Orange, également appelé Guillaume Ier d'Orange-Nassau ou Guillaume le Taciturne. Il est le principal chef de la révolte des Pays-Bas espagnols contre le roi d'Espagne Philippe II, fils de Charles -Quint qui mène une politique de répression extrêmement violente contre les Réformés des Pays-Bas. Le surnom de « taciturne » vient du fait que Guillaume, désigné au départ par Philippe II pour effectuer les missions punitives, a tu ses orientations réformistes, avant de les afficher.

2. Les conséquences de la St Barthélémy

La 4ème guerre de religion (1572-1573)

Le massacre du 24 août 1572 marque le triomphe momentané de Catherine de Médicis qui pensait que la mort des chefs protestants décapiterait le parti huguenot. En fait, il conduit à la réapparition d'un « peuple » huguenot masqué par la manifestation essentiellement nobiliaire du protestantisme depuis 1561. Dans le cadre de la 4ème guerre de religion, les magistrats urbains et les pasteurs organisent dans l'Ouest et le Midi la résistance des réformés trahis par leur roi, Charles IX, instigateur de la St Barthélémy : par exemple, à La Rochelle, 54 pasteurs et leurs fidèles trouvent refuge. La place est défendue par La Noue dit « Bras-de-fer » (auteur de remarquables Mémoires, celles d'un homme de cœur autant que d'un militaire réputé). Le duc d'Anjou y met le siège. La ville est sauvée par l'arrivée des députés de Pologne qui viennent d'élire roi le futur Henri III. Aussi, le 6 juillet 1573 est promulgué l'Édit de Boulogne. Mais les huguenots restent en armes comme en témoignent les assemblées de Nîmes et de Montauban qui exigent la réhabilitation des victimes de la St Barthélémy, le libre exercice de la religion réformée dans tout le royaume, avec la garantie de l'Europe protestante. Ils trouvent des alliés dans la famille royale, en la personne du duc d'Alençon, chef du parti des « Malcontents » qui aspire à la couronne. Mais le « complot » est déjoué, ce qui conduit à l'arrestation des maréchaux de Montmorency et de Cossé. Damville, frère de Montmorency, allié des huguenots du Midi est, quant à lui, destitué. Ainsi, à la mort de Charles IX, le 30 mai 1574, la politique d'équilibre a échoué. La monarchie a brisé l'unité de la nation, en réalisant, contre le gouvernement, l'union des « Malcontents » et des protestants ancrés à la Rochelle et à Nîmes. Ainsi se trouvent rallumées pour longtemps les passions religieuses.

Le saviez-vous ?
La St Barthélémy est sans doute l'épisode le plus tristement célèbre de toutes les guerres de religion et de la traque aux réformistes. Le massacre débute le 24 août 1572 à l'aube avec la défenestration de l'amiral Coligny sauvagement agressé chez lui tandis qu'à midi le carnage et le pillage sont entamés. Les « hérétiques » ne sont pas les seuls mis à mal. Ce n'est que le 26 août que le calme revient un peu dans la capitale ensanglantée avec la déclaration de l'entière responsabilité des faits prononcée par Charles IX au Parlement en prétextant déjouer un complot huguenot contre lui. Du 26 août au 3 octobre une série de « St Barthélémy » s'étend à la province.

3. L'alliance des Huguenots et des Malcontents : pendant 10 ans, de 1573 à 1584, trois guerres reprennent le schéma ancien

5ème guerre de religion (1574-1576)
Les motifs religieux sont moins que jamais le ciment exclusif de la révolte car la guerre est entretenue par les haines et les ambitions, en particulier à cause de l'attitude d'Henri III (sacré le 13 février 1573) qui limite les bienfaits de sa faveur à une étroite coterie (les « Mignons »). Le chef reconnu des Malcontents et des Huguenots, le duc d'Anjou (Alençon ayant pris ce titre à l'avènement de son frère Henri III) s'enfuit du Louvre où il est retenu prisonnier, le 15 septembre 1575. Une armée allemande vient au secours des huguenots et menace Paris. On conclut donc la Paix de Monsieur et on promulgue l'Édit de Beaulieu le 7 mai 1576. Ainsi, dès 1576 se dessine une réaction catholique, semblable à celle observée du temps du « triumvirat » de 1561 parce que le roi apparaît impuissant à assurer l'unité religieuse, c'est-à-dire catholique, du royaume. Elle consiste à former une « Sainte et Chrétienne Union... » des catholiques de cette 5e guerre à Dormans. La Ligue s'appuie sur une charte qui scelle ainsi un acte constitutif : le Manifeste de Peronne qui reprend le programme des États-Généraux qui doivent être réunis le plus tôt possible. Henri III se déclare chef de la Ligue et, aux États-Généraux de Blois, il annonce qu'il ne tolèrera qu'une seule religion : la catholique.

Le saviez-vous ?
Le « triumvirat » de 1561 et la Ligue.
Sous Henri II et sous le règne de François II, la défense de la cause catholique (et du parti catholique) se confond avec la monarchie. Ensuite il y a distorsion sous la régence et Charles IX scellée en octobre 1561 avec la constitution d'un « triumvirat » catholique désireux de lutter pour l'Eglise. Il est composé du connétable Anne de Montmorency, du duc de Guise et du maréchal St André. Les palinodies du pouvoir royal à l'égard du parti catholique constituent un élément essentiel d'intensification ou d'apaisement des guerres civiles et religieuses.

6ème guerre de religion (avril-septembre 1577)
Elle est déclanchée par opportunisme alors qu'Anjoue se détache de ses alliés de naguère et que des divisions déchirent le camp huguenot. En dépit des efforts de Henri de Navarre pour établir l'unité de celui-ci, à la suite de son retour à la Réforme après sa fuite du Louvre le 25 février 1576. Cette guerre, menée sans moyens financiers, est marquée par des succès catholiques. La Paix (boîteuse) de Bergerac est signée le 17 septembre 1577 et l'Édit de Poitiers est promulgué le 08 octobre 1577 : cela restreint les concessions accordées par l'édit de Beaulieu au parti protestant.

7ème guerre de religion (avril 1579-novembre1580)
Alors qu'Anjou combat sans gloire pour obtenir la couronne des Pays-Bas révoltés, cette guerre dite « des Amoureux » est décidée à la légère par Henri de Navarre et la cour de Nérac. Elle tourne au détriment des protestants. On signe le Traité de Fleix le 6 novembre 1580. Ce traité reprend les dispositions de la Paix de Nérac du 28 février 1579. La mort du duc d'Anjou le 10 juin 1584 ouvre une crise de succession. En effet dans la logique de la loi salique l'héritier présomptif du trône de France est Henri de Navarre. Dès lors se pose la question : le roi de France peut-il être hérétique voire relaps ?
La Ligue se constitue presque spontanément après le Traité de Joinville qui la lie à l'Espagne (31 décembre 1584). Elle dispose d'une capitale : Paris, d'un chef : Henri de Guise (dit le « Balafré »), d'un manifeste, daté

de Peronne (30 mars 1585), signé du cardinal de Bourbon, prétendant au trône, qui dénonce le gouvernement d'Henri III. Face à cette pression, Henri III recule : il signe le 7 juillet 1585 le Traité de Nemours qui livre aux ligueurs le pouvoir et les hérétiques.

4. La transformation des enjeux

La 8ème (1585-1598) guerre de religion présente un caractère nouveau parce que les passions religieuses l'emportent sur la question clef de la monarchie et servent de façon patente les ambitions personnelles autour de la question dynastique.

1ère phase :
elle coïncide avec les progrès de la Ligue. Le 12 mai 1588, lors de la journée dite « des barricades », le duc de Guise devient le maître de Paris. La municipalité est dissoute, d'où l'Édit d'Union, signé à Rouen, en juillet 1588 par lequel Henri III confirme l'édit de Nemours, ce qui dénonce sa défaite et son humiliation. Mais le 23 décembre 1588 a lieu l'assassinat du duc de Guise et le 5 janvier 1589, Catherine de Médicis meurt.
2ème phase :
Elle prend un caractère révolutionnaire car la faculté de théologie délie les sujets de leur serment de fidélité en même temps que les « Seize » font main basse sur le pouvoir parisien. De son côté, Henri III se réconcilie avec le roi de Navarre, devenu seul chef du parti protestant après la mort du jeune prince de Condé en mars 1588. Ainsi leurs deux armées conjointes mettent le siège à Paris. Mais avec la mort d'Henri III le 1er août 1589, c'est une grave crise nationale et internationale qui s'ouvre puisqu'elle coïncide effectivement avec l'effondrement de l'autorité du principe royal en France alors que derrière la défense du catholicisme se profile l'hégémonie espagnole.
3ème phase :
Elle est dominée par l'intervention de l'Espagne qui depuis le traité de Joinville soutient la Ligue. À deux reprises, en dépit de l'appui de l'Angleterre, Henri IV est obligé de lever le siège de Paris et de Rouen (échec de l'Invincible Armada), en raison de l'arrivée d'une armée espagnole venue des Pays-bas. En même temps, Philippe II intrigue auprès des « Seize » et des États-Généraux réunis à Paris par Mayenne pour faire valoir la candidature de sa fille, l'infante, au trône de France. Mais l'abjuration d'Henri IV entraîne un mouvement de ralliement venu, semble-t-il, des profondeurs de la nations. Ce revirement inattendu se résume en 5 étapes :

- le 25 juillet 1593 : cérémonie solennelle d'abjuration à St denis
- 27 février 1594 : sacre d'Henri IV à Chartres
- 22 mars 1594 : entrée d'Henri IV à paris qui a capitulé
- 22 avril 1594 : reconnaissance de sa légitimité par la faculté de théologie

il s'ensuit que les chefs des Ligueurs demandent à traiter avec le souverain alors que les Jésuites sont expulsés.

- le 30 août 1595 : absolution d'Henri IV par Clément VIII, complétée le 17 septembre suivant par la réception solennelle du roi dans l'Église catholique.

Annonçant la pacification du royaume, d'abord par les armes (fin de la guerre contre l'Espagne avec la Paix de Vernins le 2 mai 1598, ensuite par les esprits, dont le très fameux Édit de Nantes promulgué en avril 1598 témoigne.

Répercussions de l'événement :

La Réforme : entre haine et raison

L'impact majeur de la Réforme ne porte pas seulement sur la restauration d'un ordre moral et fonctionnel du spirituel en France et en Europe. Si les premiers pamphlets du pionnier réformiste qu'est Martin Luther (1483-1546) soulignent ces dysfonctionnements et les abus auxquels il faut mettre rapidement fin, les écrits de Jean Calvin quant à eux proposent un profonde réorganisation des rapports à la liturgie et à la parole de

Dieu, et partant, une réorganisation de la place de l'individu dans la société. Le cœur de la « révolution » sociale que cache les haines et la violence, c'est le système presbytéro-synodal que Jean Calvin (10 juillet 1509-le 27 mai 1564) développe avec brio dans sa *Théologie*. L'expression a une étymologie grecque (*presbus* : vieux, vieillard, sage et *sunoïdos* : assemblée, rassemblement). Ces termes sont interprétés différemment : le presbytère catholique désigne la maison du curé, et le synode une assemblée d'ecclésiastiques ou d'évêques, tandis que pour les réformés, même si presbytère peut désigner aussi la maison du pasteur, il se réfère surtout au conseil presbytéral ou conseil des anciens, et synode désigne l'assemblée des délégués, pasteurs et laïques, des conseils paroissiaux ou régionaux. La différence majeure entre l'approche catholique et l'approche protestante, c'est que dans la logique catholique tout le monde ne peut pas être l'intercesseur de Dieu et délivrer le culte. Dans l'esprit réformiste, surtout celui proposé par Calvin, ce système est tout à fait démocratique : dans l'absolu, n'importe qui peut être la « voix » du Seigneur, ce qui a pour conséquence que les communautés réformées locales, paroisses ou ministères, confient leur gestion temporelle et spirituelle, diaconale ou caritative, à un conseil qu'elles élisent de manière démocratique. Pour le déroulement des faits, on note que la communauté locale (paroisse ou ministère) envoie des délégués au synode (ou Consistoire) et laisse à cette instance la gestion des problèmes lorsqu'ils ne peuvent être traités au niveau local. Les questions habituellement à l'ordre du jour sont relatives à la doctrine, à la consécration des ministres, aux finances, à la médiation dans les conflits inter- ou intracommunautaires, etc. Ainsi, le système presbytéro-synodal est doublement novateur : non seulement l'autorité ne s'y exerce pas à sens unique, dans un rapport hiérarchique (du haut vers le bas, ou de la base presbytérale vers le synode) et les deux organes renvoient ensemble, l'un et l'autre à la seule autorité de Dieu ; mais encore ce système conçoit l'Église comme un corps formé de tous ceux et celles qui la constituent, et considère que sa gestion est leur affaire commune. C'est donc sur le plan de la hiérarchie, qui domine la logique organisationnelle de l'épiscopat de l'Église catholique et romaine, que le système d'organisation de Calvin propose une profonde réorganisation. Cet « épiscopat collégial », dans sa dimension égalitaire et démocratique perturbe et menace au plus haut point la logique de la monarchie de droit divin qui domine en France. Si les Églises réformées se targuent de ne prendre les ordres d'aucune autre autorité que celle de Dieu, cette logique ne peut s'entendre quand le roi de France est le représentant de Dieu sur terre. La peur panique et les haines, les récupérations religieuses servant les intérêts politiques se comprennent donc bien mieux à la lumière des enjeux et des sous-bassements théoriques qui sous-tendent les deux conceptions antagonistes des Églises réformée et catholique.

La Réforme, une « révolution culturelle »

La Réforme soulève une véritable révolution sociale et culturelle dont de nombreux intellectuels et dignitaires haut placés, parfois tout proches de la couronne royale, se saisissent. Cet engouement se comprend dans la perspective intellectuelle lancée par le Cénacle de Meaux : en 1516, Guillaume Briçonnet, évêque de Meaux appelle à son secours Jacques Lefèvre d'Étaples (1450-1537) qui le rejoint en 1520 à St-Germain-les-Prés avec Gérard Roussel (helléniste), François Vatable (spécialiste d'hébreu), Michel d'Arande (moine) et d'autres dans le but de réformer le diocèse de Meaux d'abord et avant tout par un retour au texte et une retraduction et une réinterprétation des grands textes religieux et antiques. Ce cénacle et sa dynamique de retraduction et de réinterprétation ne va pas sans toucher l'intérêt intellectuel de Marguerite de Navarre, sœur du roi, dont l'*Heptaméron* témoigne des questionnements religieux de sensibilité réformiste. De nombreux auteurs et intellectuels suivent son exemple dont Guillaume de Saluste, seigneur du Bartas (plus simplement Guillaume du Bartas, 1544-28 août 1590), d'abord écuyer d'Henri de Navarre, ensuite auteur du grand œuvre (poème encyclopédique) La *Sepmaine* (la *Semaine*) en 1578 ou encore Agrippa d'Aubigné, peut-être le plus connu et le plus grand poète réformiste (1552-1630) auteur des *Tragiques* (1616), vaste poème épique et satirique en sept chants (*Misères*, *Princes*, *Chambre dorée*, *Feux*, *Fers*, *Vengeances*, *Jugement*) racontant les malheurs de la France durant les guerres de religion. Viennent s'y ajouter des écrivains de moindre notoriété aujourd'hui mais dont la plume fit mouche pendant la réforme : François de la Noue (1531-1591) dit « Bras-de-fer » car manchot à la suite d'une blessure, écrit les *Discours politiques et militaires* à partir de 1580 au cours d'une longue captivité. Ils attestent d'une réflexion élevée et sereine. Quant à Blaise de Monluc (1500-1577), c'est un auteur catholique et gascon, engagé pour la cause de sa foi et de la couronne de France dont les *Commentaires* écrits en 1592 donnent une vision précise. Enfin, notons la fameuse œuvre intitulée la *Satire Ménipée* (1594) rédigée par le poète érudit Jean

Passerat, le chanoine Pierre Le Roy et le juriste Pierre Pithou qui entreprend de faire revivre en une parodie burlesque les États-Généraux de 1593, réunis dans Paris alors aux mains des ligueurs et des Espagnols. L'oeuvre est ainsi nommée en souvenir du philosophe cynique Ménippe dont les auteurs prétendent imiter la verve irrespectueuse et bouffonne. Enfin, comment ne pas citer Michel de Montaigne, auteur des Essais (1580-1588) dont l'esprit libertaire insufflé par les réformistes plane tout au long de la réflexion.

En résumé :

Si la réforme est bien une question de rénovation spirituelle de l'église, en réalité, son expansion et sa diffusion sont indissociables de sa traduction politique et des réactions sociales violentes que le débat de fond a soulevées et que les guerres de religion viennent traduire. L'histoire de la progression de la Réforme en Europe se fait à travers de grands penseurs théologiens comme Martin Luther et Jean Calvin mais aussi et surtout au travers d'un élan généralisé qui touche tous les milieux intellectuels pour enfin s'étendre, par le relais tragique des pulsions et des passions haineuses et violentes à tout le peuple. Le cas de la réforme en France est particulièrement édifiant dans la mesure où l'on voit bien comment le désir d'un renouveau spirituel commence très tôt avec le cas du Cénacle de Meaux, pour s'étendre ensuite aux organes du pouvoir les plus proches du roi de France avec le cas de la famille des Coligny. La Réforme, de pacifique et intellectuelle qu'elle est au début – et ce malgré les écrits et les engagements virulents d'un Luther par exemple – devient inéluctablement violente dès lors qu'elle affecte l'ensemble des couches sociales. Cette mécanique se répète sur les premières guerres de religion. La violence semble cependant naître dans le milieu politique autour du roi avant de devenir un massacre de rue. C'est alors que l'essence même de la Réforme (d'abord spirituelle et ecclésiastique) se perd en intrigues politiques où les passions personnelles et le simple enjeu du pouvoir politique dominent les prises de décision : la dernière guerre de religion révèlera avec horreur ce processus purement passionnel et politique au mépris des enjeux « nobles » de fond. La violence caractérisant l'opposition entre catholiques et protestants ne relève pas seulement de l'idéologie religieuse : les profondes mutations qu'apporte la pensée réformiste – notamment au travers du concept du système presbytéro-synodal développé par Calvin – menacent directement les sous-bassements idéologiques du système monarchique de droit divin du fait d'une approche « démocratique » du clergé protestant et plus généralement de l'homme dans son rapport à Dieu. Si la paix parvient enfin à s'imposer sous Henri IV et que son règne, bénéficiant d'une meilleure conjoncture, tente d'effacer ce drame historique, il ne faut pas oublier la puissance significative de cet événement dont il convient, encore aujourd'hui, de tirer les leçons, notamment dans notre approche du conflit islamique au proche-Orient à l'heure actuelle.

Pour aller plus loin :

Goubert (Pierre) et Roche (Daniel), *Les Français et l'Ancien Régime*, tome 1 et 2, Paris, Armand Colin, 1991.

Garrisson (Janine), *La St Barthélémy*, Bruxelles, éd. Complexe, 1987.

Bourgeon (Jean-Louis), *L'assassinat de Coligny*, Genève, Droz, 1992.

Crouzet (Denis), *La nuit de la St Barthélémy. Un rêve perdu de la Renaissance*, Paris, Fayard, 1994.

Jeanneney (Jean-Noël), *Concordance des temps*, « L'Édit de Nantes : un héritage pour notre temps ? », émission du 20/09/14 à 10h, invité : Philippe Joutard. http://www.franceculture.fr/emission-concordance-des-temps-l-edit-de-nantes-un-heritage-pour-notre-temps-2014-09-20